

Coupe du monde au Brésil

# Des milliards pour des stades gigantesques, des services publics détériorés... Le peuple brésilien n'est pas d'accord !

Le football est très populaire dans beaucoup de pays et notamment au Brésil. Bien que ce sport soit ancré dans la culture brésilienne, l'organisation de la coupe du monde cette année ne fait pourtant pas l'unanimité dans le peuple brésilien. Ses conséquences sur la vie de tous les jours sont, en effet, dramatiques pour de nombreux Brésiliens : forte augmentation du prix des transports, augmentation des produits alimentaires (légumes, fruits, etc.), expropriations et spéculation immobilière, dégradation des conditions de travail et engouffrement de sommes énormes au détriment des besoins sociaux...

Dans un pays où les inégalités sociales restent extrêmement marquées, le gouvernement brésilien a dépensé 10 milliards de dollars pour organiser cette coupe du monde, alors même qu'il annonce que les services publics sont en déficit et que les besoins sociaux sont énormes. Rénover des hôpitaux, augmenter le personnel soignant, ouvrir de écoles vaudrait mieux que de payer ces sommes colossales englouties dans la construction de stades qui ne serviront plus à grand-chose après le Mondial ! A titre d'exemple, le stade construit à Manaus a coûté 260 millions ; il n'accueillera que quatre matchs pendant la coupe de monde et restera ensuite quasiment inutilisé !

Voilà pourquoi, depuis plus d'un an, les mobilisations ont été de plus en plus nombreuses et massives, avec des mots d'ordre dirigés contre la FIFA et le gouvernement brésilien ; jusqu'à la veille du match d'ouverture, le métro de Sao Paulo était en

grève ; le 17 juin, des centaines de milliers de manifestants ont exprimé leur colère à Rio et dans les principales villes du Brésil... Les jeunes y étaient particulièrement nombreux. "C'est le propre de la jeunesse de manifester", a déclaré la présidente Dilma Rousseff pour tenter de minimiser l'importance de ces manifestations où l'on disait se battre "pour un Brésil éduqué, pour la santé au Brésil, pour un Brésil honnête, pour un Brésil heureux". Parallèlement, le gouvernement brésilien a mis en place un système de répression agressive pour qu'au jour "J" tout soit "clean".

## La FIFA : le monopole du foot

La FIFA (Fédération internationale des associations de football) est un outil des multinationales qui trouvent dans le foot un très bon "business",



Pour beaucoup de brésiliens, la FIFA n'est pas la bienvenue

une source de profits colossaux. La manière dont la FIFA gère l'organisation de la coupe de monde est scandaleuse : exonérations fiscales pour

la FIFA et ses partenaires commerciaux (McDonald's, Coca-Cola, Visa, etc.) et liberté totale pour ces "multinationales" de rapatrier leurs bénéfices, dérogations au droit du travail, délimitation de "zones commerciales exclusives" pour les multinationales agréées comme sponsors, etc. C'est la FIFA, depuis son site en Suisse, qui impose ses conditions sur le gouvernement du pays accueillant.

Le président de la FIFA, Joseph Blatter, se demandait le 2 juillet : "Où est la contestation sociale ?". Cet aveuglement, ou plutôt cette volonté de taire ou de masquer les contestations sociales qui entourent ce Mondial 2014, ont des explications. Selon les premières estimations des services de la FIFA, les droits TV de la Coupe du Monde au Brésil devraient en effet atteindre un minimum de 3 200 millions d'euros, soit une nouvelle augmentation de plus de 180 % par rapport aux recettes générées par

la précédente édition. Sans parler des autres profits que récolte la FIFA qui tire 88 % de ses revenus des coupes du monde et qui base sur cet événement toute sa stratégie financière quadriennale. Il

est "normal", dans ces conditions, que Blatter et les médias qui participent au business ne tiennent pas particulièrement à mettre en avant

les violentes critiques dirigées contre ce monopole du foot !

## L'UJR soutient la lutte du peuple brésilien

Le sport, la culture et l'art, comme l'éducation, la santé, le transport collectif et la nourriture sont des besoins primordiaux qui devraient être au service des peuples. Mais pour accumuler toujours plus de profits, le système capitaliste et ses institutions sont prêts à tout transformer en marchandises. C'est le cas des grands événements sportifs que les Etats achètent à grands coups de lobbying et de corruption. C'est ainsi que le Qatar a obtenu l'organisation du Mondial 2022, dans un pays de 2,1 millions d'habitants où la température peut atteindre 50 ° en plein été ! Et tant pis si des centaines d'ouvriers perdent la vie sur des chantiers qu'il faut bâcler avant l'heure H ! (185 ouvriers népalais ont perdu leur vie au Qatar en 2013).

L'UJR est solidaire de la lutte du peuple brésilien qui dénonce les politiques de son gouvernement et qui refuse de dépenser des milliards sur des infrastructures qui sont inadaptées aux besoins du peuple et dont le coût d'entretien est très élevé. Nous dénonçons le détournement des sommes gigantesques au détriment des intérêts de la jeunesse et des couches populaires brésiliennes. Nous considérons que la richesse est créée par le peuple et qu'elle doit servir à répondre à ses besoins sociaux et non pas à l'enrichissement pervers de grands monopoles. ★

Mise en cause de la "bi-nationalité"

## Mise en cause de la "bi-nationalité"

En France, suite à la qualification de l'Algérie en huitième de finale, des incidents ont eu lieu dans plusieurs villes. Les médias les ont mis en exergue et la réaction s'en est emparée. Marine Le Pen en a profité pour lancer une offensive contre la "bi-nationalité". Elle a déclaré : "Il faut maintenant mettre fin à la double nationalité" et "arrêter l'immigration". "Il faut choisir, être français ou être autre chose", a-t-elle ajouté. Selon elle, il est en effet inconcevable qu'on puisse être français et algérien

en même temps. Ces déclarations chauvines ne peuvent qu'aboutir à diviser la classe ouvrière et les couches populaires. Elles relèvent d'une idéologie réactionnaire qu'il faut combattre fermement.

La double nationalité, en particulier pour les jeunes de familles immigrées, est une manière de ne pas couper avec le pays d'origine de ses parents. C'est un pont entre les cultures et les peuples, un moyen de s'affirmer citoyen du pays où l'on

vit, étudie, travaille, sans renier ses origines familiales. Ce "métissage" est une richesse et non une menace. L'UJR condamne l'amalgame entre quelques "casseurs" et la grande majorité des supporters passionnés de football qui ont le droit de se réjouir en voyant gagner l'équipe algérienne !

Des événements comme la coupe du monde sont pour beaucoup, et en particulier pour de nombreux jeunes, l'occasion d'oublier la misère

et les frustrations du quotidien. Ils sont propices au développement du chauvinisme et parfois du "hooliganisme". S'ils n'étaient pas parasités par le monde de la finance, si l'esprit d'équipe n'était pas remplacé par l'enjeu économique, le sport et les pratiques sportives rendues accessibles à tous pourraient être un formidable outil d'éducation populaire contribuant à développer l'esprit collectif, le partage et le dépassement de soi. C'est cette conception du sport que défend l'UJR. ★

## Apprentissage

## Le MEDEF en veut plus

L'une des tables rondes de la "conférence sociale" du 7 juillet sera consacrée à l'apprentissage.

Le MEDEF a d'ores et déjà affiché ses exigences, en réclamant une exonération de charges pour un apprenti et en demandant "une refondation structurelle", préconisant notamment que les entreprises soient davantage associées à la carte des formations et à la "construction de diplômes" en corrélation avec leurs besoins. Le ministre du travail et Manuel Valls, dans la continuité de cette politique aux ordres du patronat, ont d'ores et déjà assuré de leur écoute favorable les demandes du MEDEF !

Pourtant, malgré une promotion continuelle dans les médias, malgré des mesures nombreuses pour développer l'apprentissage, le nombre d'apprentis est en baisse (moins 8 % de contrats en 2013). La raison principale en est bien sûr la crise. Cependant, gouvernement et MEDEF continuent de concert à œuvrer en faveur de l'apprentissage, présenté comme la voie royale d'accès à l'emploi, au détriment de la formation professionnelle sous statut scolaire.

L'apprentissage reste une voie de formation discriminatoire et inégalitaire, puisque le patron choisit son apprenti, alors que l'accueil dans les établissements scolaires publics est ouvert à tous. Le jeune en situation de rejet du système scolaire se retrouve très rapidement soumis aux volontés patronales. En l'absence de tout contrôle et de toute possibilité de s'en prémunir, tant par ignorance de leurs droits que par pression, 50 % des apprentis ne terminent pas leur 1<sup>ère</sup> année de formation. L'enseignement dispensé en apprentissage ne garantit pas non plus une culture générale de haut niveau. Il spécialise étroitement la formation technique au sein de l'entreprise.

Cependant, en cette période de grandes difficultés économiques, il est de plus en plus une option choisie, par défaut, par les familles qui trouvent là un revenu supplémentaire.

De plus, le MEDEF veut surtout mettre la formation professionnelle sous sa coupe, en prônant la seule employabilité, au détriment d'une réelle qualification reconnue par le diplôme et le salaire ; c'est en ce sens que le MEDEF veut faire pression pour réformer les diplômes et pour intervenir dans la carte des formations.

Cette mise sous coupe passe aussi par la régionalisation. La loi de refondation de l'école a attribué la formation professionnelle aux régions ; c'est une menace par rapport au caractère national de l'éducation, c'est aussi fragiliser la formation professionnelle en la rendant plus dépendante des acteurs locaux et des besoins des entreprises. La formation professionnelle sous statut scolaire a été fortement attaquée par le biais de la réforme bac pro 3 ans opérée en 2008 sous Sarkozy par Xavier Darcos. Cette réforme a accéléré le décrochage des jeunes et a mis les établissements en concurrence. Non seulement les lycées professionnels subissent la concurrence de l'apprentissage, mais ils sont menacés aussi par la mise en place de "cam-

pus des métiers", favorisant les "parcours mixtes" (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> année en formation initiale et Terminale en apprentissage, par exemple), et "mixant les publics" (apprentis et jeunes en formation initiale). A la conférence sociale, la question des parcours mixtes sera abordée. Ces "parcours mixtes" ont aussi l'avantage, pour le patronat et les régions, de bénéficier des structures et des moyens du lycée professionnel (les plateaux techniques, par exemple).

Déréglementation, contrôle du patronat, attaques contre les diplômes nationaux, rien de bon à attendre de cette conférence sociale en ce qui concerne la formation professionnelle.

## Rythmes scolaires

## Où en est-on ?

Suite aux mobilisations des enseignants et des parents (qui durent maintenant depuis pratiquement deux ans) et une réalité de plus en plus difficile à cacher sur l'application de la réforme (enfants et enseignants fatigués, activités périscolaires difficiles à mettre en place), Benoît Hamon, à peine installé dans son ministère, annonçait des "assouplissements". Les choses n'ont pas trainé puisque, dès le 8 mai, un nouveau décret était publié, permettant à des communes de bénéficier de cette "expérimentation" qui consiste à ramener la semaine de classe à 8 demi-journées, en concentrant les activités périscolaires sur une seule demi-journée. Il y a aussi possibilité de réduire la semaine sur 23 heures, l'heure manquante étant ensuite rattrapée sur les congés d'été.

Si le nouveau texte montre un certain recul et peut être jugé positif par les enseignants sur la perspective d'une demi-journée de concertation, il rajoute cependant encore à la confusion, car les différentes situations vont se multiplier, remettant en cause le caractère national de l'école et allant vers la territorialisation. En mai, 94 % des municipalités avaient déjà déposé leur projet. Mais pour celles qui ne l'avaient pas encore fait le ministère a publié arbitrairement leur répartition, faisant fi de leurs décisions lors des réunions des conseils d'écoles et des municipalités !

En cette fin d'année scolaire, c'était plutôt la confusion et les enseignants étaient souvent en peine pour répondre aux questions. C'est toujours le flou sur les activités périscolaires qui seront parfois payantes, avec des inégalités très fortes (de la garderie aux véritables activités).

Cette multiplication des situations peut aussi engendrer une véritable désorganisation du système éducatif (comment harmoniser, par exemple, l'emploi du temps des collègues sur plusieurs écoles, comment articuler les temps partiels...).

Par ailleurs, sur les autres points, les conditions de travail sont toujours dégradées, l'augmentation des postes suffisant à peine à faire face à la progression démographique. L'école subit de plein fouet le malaise, la souffrance et la violence d'une société qui va mal. ★

**2<sup>ÈME</sup> CAMP D'ÉTÉ DE L'UJR**

**12 au 17 août 2014 à Chevannes (45)**  
Venez nous rencontrer pour une semaine de détente et de débats !

UJR-FR  
.ORG

UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES

## PROGRAMME

## 1/ Partie Détente - mardi 12 à jeudi 14 août

- Sorties, sport, musique, projection de films, élaboration d'affiches, ...

## 2/ Partie Politique - vendredi 15 à dimanche 17 août

- **Présentation de l'UJR** et de notre nouveau document "Offensives de la réaction et résistances populaires" adopté en Mai 2014.

- Echanges avec la délégation de l'UJR de retour du *Camp International de la Jeunesse Anti-fasciste et Anti-impérialiste* à Izmir (Turquie)

- Participation de camarades d'organisations de jeunesse amies :

- **ODJ** du Burkina Faso (à confirmer) : "La situation des jeunes au Burkina-Faso : contexte politique et moyens de lutte"

- **UJCT** de Tunisie (à confirmer) : "Processus révolutionnaire en Tunisie et place de la jeunesse dans le Front Populaire"

- Intervention de **Femmes Egalité** : "Développement de la prostitution étudiante, attaques contre l'IVG... Comment traiter ces questions ?"

- Intervention du **PCOF** (membre du Front de Gauche) : "L'Union Européenne, une construction au service des monopoles les plus puissants"

## INFOS PRATIQUES

**Date** : du 12 au 17 août 2014

**Lieu** : Chevannes à côté de Nemours (Loiret - 45)

**Transports** : Gare de Nemours (Transilien) ou covoiturage possible depuis plusieurs villes

**Tarif incluant les repas** : 180€ du 12 au 17 (150€ pour les précaires)  
100€ du 15 au 17 (85€ pour les précaires)

## BON DE PARTICIPATION

Ou par mail à [contact@ujr-fr.org](mailto:contact@ujr-fr.org)

Nom/Prénom :

Mail :

Je serais présent-e au camp d'été de l'UJR ...  du 12 au 17 août (180€)

du 15 au 17 août (100€)